

La situation alimentaire des pays du Sud et de l'Est méditerranéen

Allaya M.

Etat de l'agriculture en Méditerranée : recherche agronomique et sécurité alimentaire

Montpellier : CIHEAM

Cahiers Options Méditerranéennes; n. 1(5)

1993

pages 7-14

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=93400043>

To cite this article / Pour citer cet article

Allaya M. *La situation alimentaire des pays du Sud et de l'Est méditerranéen. Etat de l'agriculture en Méditerranée : recherche agronomique et sécurité alimentaire*. Montpellier : CIHEAM, 1993. p. 7-14 (Cahiers Options Méditerranéennes; n. 1(5))



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

La situation alimentaire des pays du Sud et de l'Est méditerranéen

Mahmoud Allaya

CIHEAM-Institut Agronomique Méditerranéen (France)

Résumé. Les pays du Sud et de l'Est méditerranéen (PSEM) demeurent, malgré une grande variété de situations, marqués par un climat, une faible disponibilité en terres par travailleur, une certaine spécialisation arboricole et maraîchère et un niveau de développement relativement faible. Ces limitations en ressources naturelles expliquent, pour une part, la faiblesse des résultats de l'agriculture et la dépendance alimentaire de la zone qui n'a cessé d'augmenter au cours des dernières années. Cependant, la comparaison des résultats obtenus par des pays méditerranéens voisins et similaires permet de penser qu'il n'y a pas de fatalité écologique et que le rôle des facteurs socio-économiques, politiques et géopolitiques est tout aussi important.

Dans le contexte d'insuffisance de l'offre agricole de beaucoup de pays et d'instabilité des marchés mondiaux, l'on est en droit de s'interroger si ces pays seront en mesure de nourrir leurs populations. Doit-on considérer comme inévitables les déficits grandissants qu'on y observe? Jusqu'où peut-on aller dans la mise en valeur de zones nouvelles? Quels sont les gains de productivité que l'on peut encore espérer? Comment peut-on revaloriser les productions traditionnelles souvent adaptées au milieu mais que condamne l'évolution des modèles de consommation? Quelles reconversions doit-on promouvoir? Bref, quelles politiques agricoles et alimentaires faut-il mettre en place compte tenu des nombreuses contraintes techniques, économiques et surtout humaines? Quelles en seraient les interactions avec les politiques européennes, notamment dans les pays de la rive Nord de la Méditerranée?

La réponse à ces questions dépendra de la plus ou moins grande habileté des politiques nationales à résoudre les contradictions internes à chaque économie ; mais au-delà de ces aspects, il convient de relever que la grande majorité des pays méditerranéens demeurent très sensibles aux politiques des grands pays producteurs. Le développement agro-alimentaire des PSEM dépendra pour une large part de facteurs extérieurs liés aux politiques américaines et européennes, à l'aide et à la coopération internationale, aux stratégies des grandes firmes multinationales.

Mots clés. PSEM (Pays de l'Est et du Sud Méditerranéen) – Alimentation – Consommation – Production – Céréales – Fruits et légumes – Intensification – Irrigation

Title. *The Food Situation in Southern and Eastern Mediterranean Countries.*

Abstract. *In spite of their largely varied situations, Southern and Eastern Mediterranean Countries (SEMC) are characterized by: a specific climate, low rates per worker, a high specialization in fruit and vegetable productions, and a relatively low development level. These limitations concerning natural resources partly account for the inadequate results for agriculture and for food dependency in the area which has been continually increasing during the last years. However, a comparison between countries with similar climate and natural resources may lead one to think that there is no ecological fatality but that the role of socio-economic, political and geo-political aspects in agriculture and food development are equally important.*

In the actual context of inadequacy of agricultural supply prevailing in many countries, and of instability characterizing world markets, we may wonder whether these countries are likely to cope with the question of food security. Are increasing deficits unavoidable? To what extent can land reclamation of new areas increase production? What improvements can actually be realized in view of productivity rates? How can traditional productions be valorized? What are the reconversions to be urged? In short, what are the agricultural and food policies to be established, given the numerous technical, economic and especially human constraints? What would be their interactions with European policies, particularly in Northern Mediterranean countries?

The answers to these questions will depend on the more or less good capacity of national policies to solve the internal contradictions of each economy taken separately ; but beyond these internal aspects, it must be noted that a great majority of Mediterranean countries is still very sensitive to the policies of large supplier countries. Food and agricultural policies of SEMC will depend, for a large part, on external factors, i.e., on American and European policies, on international cooperation and on the strategies of multinational groups.

Key words. SEMC (Southern and Eastern Mediterranean Countries) – Food – Consumption – Production – Cereal products – Fruits and Vegetables – Production Increase – Irrigation

I. – La consommation alimentaire des PSEM

Jusqu'au début des années 60, la consommation alimentaire s'appuyait avant tout sur une production nationale. L'interdépendance entre le système de production et de consommation laissait une place relativement réduite aux échanges de produits alimentaires ; ces derniers présentaient souvent un caractère conjoncturel pour les produits alimentaires de base.

A la fin des années 50 et surtout dans les années 60, l'ouverture des pays du Sud de la Méditerranée sur les marchés mondiaux laisse apparaître un décalage grandissant entre une consommation en pleine mutation et une production agricole qui s'adapte difficilement pour de multiples raisons aux nouvelles exigences des marchés nationaux.

Le recours aux importations pour satisfaire la demande alimentaire revêt de plus en plus un caractère structurel tant pour les produits de base de consommation traditionnelle que les agricultures locales ne fournissent plus en quantités suffisantes, que pour d'autres produits de consommation plus récente pouvant être difficilement fournis par les marchés locaux.

L'orientation de la consommation alimentaire vers des produits typiques des modèles de consommation des pays occidentaux tend à se généraliser. Elle se traduit par la consommation croissante de produits animaux (principalement la viande, mais aussi les œufs et produits laitiers) au détriment des céréales alimentaires, notamment vivrières, et des farineux comme les tubercules et légumineuses sèches dont la consommation plafonne ou diminue.

Cette évolution n'est pas propre aux pays méditerranéens, on la constate dans la plupart des pays du monde en voie d'industrialisation. Toutefois, elle atteint en Méditerranée Sud une ampleur et une rapidité peu communes en liaison avec le boom pétrolier des années 70.

Dans les PSEM, la consommation alimentaire représente assez généralement une transition entre le modèle traditionnel à forte base céréalière, pauvre en protéines animales et juste suffisant énergétiquement et le modèle « occidental » couvrant largement les besoins énergétiques et riches en protéines animales. Toujours se manifeste la caractérisation méditerranéenne du modèle constitué par la forte présence de fruits et légumes.

La dynamique de la consommation s'explique essentiellement par la démographie. L'accroissement annuel de la population totale étant en général compris entre 2 et 3%, le marché intérieur croît au moins au même taux. Le revenu, même s'il participe plus faiblement à la dynamique, joue un rôle car les rations sont loin de saturer les besoins.

A la croissance globale de la demande s'ajoute la diversification de plus en plus marquée de la consommation, liée au revenu, mais surtout aux changements d'habitudes culinaires issues de l'urbanisation accélérée de la population. On doit aussi prendre en considération le développement non seulement de la production sur des produits modernes (volailles), mais aussi de l'agro-industrie qui permet la mise à disposition du consommateur des produits de consommation aisée, à tout moment de l'année.

En ce qui concerne la consommation, on se rend compte que les pays méditerranéens, à l'Est

comme au Sud du bassin, sortent à peine de la précarité alimentaire ou la connaissent encore. Pour qu'on ne cherche plus à économiser sur la nourriture, il faudra attendre les années 20 dans le midi français, les années 50 en Italie ou en Espagne, les années 60 au Portugal et en Grèce. Actuellement, les consommations alimentaires des pays du Maghreb et du Machrek dépassent à peine, en moyenne nationale, la couverture des besoins nutritionnels estimés des individus, laissant des franges importantes de la population en situation difficile. La Turquie est dans le même cas, quoique exportatrice croissante de produits agro-alimentaires. On voit donc s'accomplir, sous nos yeux et par référence à un passé récent, les diverses modalités qui accompagnent l'évolution des modèles alimentaires en fonction du développement technologique, économique et social.

II. – L'approvisionnement alimentaire des PSEM

Au cours des trente dernières années, l'approvisionnement alimentaire des pays du Sud et de l'Est méditerranéen, à l'exception de la Turquie¹, est devenu de plus en plus difficile.

En effet, la croissance des productions a été insuffisante pour satisfaire la demande et les pays ont eu largement recours aux importations de produits alimentaires malgré les inconvénients que cela comporte (aggravation du déficit des balances commerciales, découragement des productions nationales, dépendance alimentaire, etc.).

Le secteur agricole malgré l'amélioration de ses productions a été souvent dans l'incapacité de faire face à la croissance et aux mutations de la demande liées aux changements des habitudes de consommation et à l'élévation des niveaux de vie. Les limitations structurelles, la faiblesse des investissements, les systèmes de prix, le faible niveau d'organisation professionnelle, sont autant d'éléments de blocage des productions qui ont conduit les pays à recourir au marché international pour combler leurs déficits.

Sur le plan structurel, la plupart des pays ont des exploitations de petite taille, très morcelées avec une faible intensification et des performances insuffisantes. La population active agricole continue à avoir une croissance positive, malgré le sous-emploi important, ce qui renforce la pression de la

population agricole sur les terres cultivées. En valeur relative, l'importance des actifs agricoles dans la population active totale connaît une diminution variable selon les pays. Cependant le secteur agricole demeure encore dans un certain nombre de pays la principale source d'activité.

Au niveau des choix de politiques, les investissements réalisés dans l'agriculture ont été insuffisants et les politiques de prix à la production peu incitatives dans beaucoup de pays. L'ouverture sur les marchés internationaux et les subventions accordées à la consommation des produits de première nécessité ont incité les agriculteurs à s'orienter vers des productions de rente au détriment des cultures vivrières accroissant ainsi la dépendance des pays en produits de base. Les pays exportateurs de pétrole ont plutôt fait le choix de l'approvisionnement alimentaire à travers les importations financées par la rente pétrolière avec le risque d'une marginalisation croissante du secteur agricole.

1. L'insuffisance des productions locales et le rôle croissant des importations des produits de base

La comparaison des taux de croissance sur longue période (1961–65 à 1986–89) des productions locales et des importations pour les produits de base (céréales, viandes, lait, huiles, sucre) montrent que ce sont les importations qui ont le plus fortement augmenté presque partout et pour quasiment tous les produits si l'on excepte le sucre au Maroc et en Tunisie.

Cette progression différenciée des productions et des importations conduit à des coefficients d'auto-suffisance en baisse pour tous les produits de base.

Les coefficients d'auto-suffisance en céréales ont fortement baissé pour se situer en deçà de 50% dans plusieurs pays ; l'Algérie importe 75% de sa consommation en céréales et l'Égypte 50%, les deux pays totalisant plus de 14 millions de tonnes d'importation de céréales. Ces importations, qui augmentaient à des taux annuels supérieurs à 10% dans les années 70, se sont ralenties pendant les années 80 (3 à 6%) en raison de la baisse des recettes pétrolières.

L'évolution de la consommation vers des régimes alimentaires intégrant de plus en plus de produits animaux ont amené les pays à développer leurs productions de viandes et de produits laitiers.

Les productions de viandes ont augmenté à un rythme soutenu de plus de 3 à 5% par an depuis les années 60 grâce surtout au développement des élevages industriels avicoles à base d'importation de maïs et de tourteaux de soja notamment. L'élevage bovin connaît lui aussi une croissance régulière d'environ 3% par an et s'oriente de plus en plus vers un élevage de type industriel à base d'intrants souvent importés. L'élevage des ovins et des caprins qui continue à se pratiquer dans les systèmes traditionnels ne progresse qu'au rythme de 1% par an.

Les productions de lait ont progressé à des taux annuels de 2 à 4%, sauf en Turquie où la croissance a été inférieure à 1%, alors que les importations ont augmenté à un rythme voisin de 10% par an. La plupart des pays ont mis en place des industries laitières fabricant des laits reconstitués à partir de la poudre importée. Cette filière « externe » de lait entre en compétition avec la filière « interne » de lait produit localement qui souffre de difficultés d'organisation et d'amélioration de sa productivité.

Les productions d'huiles connaissent des problèmes similaires avec le développement des huileries transformant des graines oléagineuses importées. Malgré les importations de graines, les productions d'huiles ne progressent que faiblement, alors que les importations augmentent de 5 à 10% par an selon les pays.

Les productions de sucre sont localisées principalement dans quatre pays de la zone : Turquie, Égypte, Maroc, Syrie. Elles ont progressé fortement, en liaison avec la conjoncture internationale des marchés dans les années 60 et 70, pour se ralentir et même baisser à la fin des années 80. Globalement, le coefficient d'auto-suffisance des PSEM est en baisse malgré une hausse moyenne annuelle des productions de 5%. À noter la performance du Maroc qui améliore sensiblement son auto-approvisionnement à travers plusieurs plans en faveur du secteur sucrier, pour atteindre le coefficient de 66%.

2. Les fruits et légumes : un secteur exportateur

Le secteur des fruits et légumes revêt une importance particulière dans la plupart des pays méditerranéens par les emplois et les revenus qu'il procure aux différents opérateurs de la filière, par les surfaces qu'il occupe, par sa contribution à la production, aux modèles de consommation et aux échanges extérieurs.

Le modèle agricole méditerranéen caractérisé par la production et l'exportation des fruits et légumes et l'importation des céréales, des oléagineux, des produits de l'élevage et du sucre, se retrouve presque partout autour de la Méditerranée ; le développement des systèmes arboricoles et maraîchers a une explication écologique et historique car, d'une part, de nombreuses espèces comme l'olivier, la vigne ou les agrumes sont adaptées aux conditions naturelles de la région, d'autre part, la densité de population agricole, le caractère familial des exploitations et leurs petites dimensions conduisent à une intensification de la production. Les fruits et légumes permettent d'obtenir des produits bruts par hectare plus élevés que les céréales ou l'élevage, ils assurent un meilleur emploi et une valorisation de la capacité de travail. Cette orientation de l'agriculture peut cependant aboutir à des situations de dépendance car les céréales, les produits de l'élevage, le sucre et les oléagineux ont un rôle stratégique dans le développement agro-alimentaire que n'ont pas les fruits et légumes.

► Une offre dynamique et une demande en pleine mutation

Les productions de fruits et légumes occupent dans les pays de la Méditerranée Sud et de l'Est plus de deux millions d'hectares (1,2 Mha pour les fruits, 1 Mha pour les légumes), souvent en zone irriguée ; elles produisent 20 millions de tonnes de fruits et 36 millions de tonnes de légumes et contribuent pour près de 50% des exportations agro-alimentaires de la zone. Elles procurent plus de deux millions d'emplois et font vivre plusieurs millions de familles.

Ces productions ont connu de fortes croissances pendant les vingt dernières années, particulièrement pour les légumes qui ont bénéficié des investissements pour l'extension des surfaces irriguées. Dans plusieurs pays, la croissance de l'offre n'a cependant pas été suffisante pour répondre à une demande en pleine mutation. Les exportations, orientées traditionnellement vers la CEE, rencontrent de plus en plus de difficultés sur ces marchés compte tenu de la concurrence et des mesures de protection communautaires ; la question de la diversification des débouchés extérieurs vers les pays pétroliers du Moyen-Orient reste posée ; les marchés intérieurs souffrent d'une insuffisance d'organisation des producteurs pourtant si nécessaire pour mieux répondre à la demande et concrétiser les potentiels importants de productivité dans ce secteur.

III. – Les contraintes de la production agro-alimentaire dans les PSEM

La recherche d'une meilleure autosuffisance alimentaire en Méditerranée dépendra des efforts développés en vue d'améliorer les capacités de production et des politiques des Etats qui orienteront le développement agro-alimentaire dans ses modalités et dans le choix des productions. En fait, l'accroissement de la production agricole, qui est à la base de cette politique, peut être obtenu par l'augmentation des superficies en culture, par l'intensification de la production et le plus souvent par la combinaison de ces deux voies. Il ne faut pas s'attendre à une augmentation des superficies en culture dans les PSEM pour les prochaines années, le taux d'exploitation des terres potentiellement cultivables étant déjà très élevé (97%). De plus, la mise en culture de nouveaux territoires agricoles se heurte souvent à de nombreuses difficultés : la capacité d'adaptation des structures agraires, l'existence d'infrastructures et d'un minimum de capital de production, l'accès aux intrants de base (semences, engrais, etc.), l'organisation des circuits commerciaux et d'une agro-industrie capable de répondre aux exigences des marchés intérieurs et extérieurs.

IV. – L'intensification au moyen de l'irrigation

En Méditerranée, plus que partout ailleurs, l'eau est devenue une source rare et fragile. Au fil des ans, la demande s'étant accrue avec le développement de l'irrigation, de l'industrie et de l'urbanisation, la concurrence est devenue de plus en plus vive et les risques de pollution plus grands. Contrôles, arbitrages et nécessité d'optimiser une ressource aussi stratégique que l'eau ont conduit les pouvoirs publics à prendre une part toujours plus active à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques d'irrigation. La plupart du temps, les aménagements hydro-agricoles se sont accompagnés d'une réforme des structures foncières sur les périmètres irrigués. Qu'il s'agisse de création de nouvelles structures de production, ou de la réforme d'anciennes déjà en place, partout fut favorisée, avec plus ou moins de succès, l'installation d'exploitations modernes généralement spécialisées dans des cultures intensives (maraîchage ou arboriculture).

Même si dans un certain nombre de pays, les politiques d'irrigation ont donné des résultats remarquables, la liste des échecs s'avère longue et surtout les performances obtenues, même dans les meilleurs des cas, se situent sensiblement au-dessous de ce que l'on serait en droit d'espérer.

En fait, si la maîtrise de l'eau est plus que jamais indispensable à la survie d'une part importante de l'agriculture méditerranéenne, elle demeure un outil onéreux et difficile à manier de par ses effets sur l'homme et l'environnement. Plusieurs échecs de l'irrigation s'expliquent par le fait qu'on a souvent oublié, lors de l'élaboration des projets hydro-agricoles, que l'introduction de l'irrigation bouleverse les habitudes de vie et de production des populations agricoles et transforme la dynamique des écosystèmes.

Même dans les pays les plus souvent cités en exemple pour leur politique d'irrigation, on a mis en évidence la sous-exploitation ou la mauvaise utilisation des réseaux. La pression démographique, les structures agricoles mal adaptées et la mauvaise préparation des hommes, expliquent pour une large part le faible taux de réussite des projets d'irrigation. Les causes sont donc le plus souvent humaines et sociales et non point techniques.

Compte tenu du coût croissant des projets d'irrigation, des limites imposées par la disponibilité en eau, et de la concurrence de plus en plus vive exercée par les autres secteurs, il ne faut pas s'attendre à une forte progression des superficies irriguées d'ici la fin du siècle. L'extension des périmètres irrigués concerne principalement les pays où les potentiels hydrauliques sont encore importants (la Turquie) ou les pays disposant d'une rente pétrolière importante leur permettant de faire face à des investissements coûteux comme la Libye. On observe par contre une relative stagnation dans les pays reconnus pour leurs efforts dans le domaine de l'irrigation (l'Égypte).

Compte tenu de cette évolution, les efforts devront porter davantage sur la recherche d'une amélioration des potentiels actuels. Une certaine marge de progrès existe dans ce domaine, qu'il s'agisse d'atteindre une productivité satisfaisante sur les périmètres déjà irrigués, ou de gérer correctement les disponibilités en eau.

V. – Concurrences et complémentarités entre le Sud et le Nord de la Méditerranée dans les secteurs les plus sensibles

La question des concurrences et des complémentarités entre le Nord et le Sud de la Méditerranée ne prend tout son sens que si elle est placée dans le cadre global des relations euro-méditerranéennes. Elle ne peut se limiter aux aspects immédiats des échanges commerciaux compte tenu de la proximité géographique et de l'interdépendance historique des deux rives. La préoccupation principale à moyen terme est celle de contribuer à une plus grande sécurité alimentaire des pays du Sud car il est évident que plusieurs pays ne pouvant assurer leur autosuffisance sont conduits à importer et ont besoin pour cela d'un pouvoir d'achat. L'échec dans l'accroissement de la production agricole ou le manque de financement des importations alimentaires risque d'entraîner des problèmes graves pour les pays concernés mais également pour l'Europe. La relève du défi alimentaire des pays du Sud méditerranéen rend impérieuse la nécessité de mettre en œuvre des politiques nationales appropriées mais aussi la recherche d'une coopération internationale euro-méditerranéenne.

Soulignons que le secteur agricole et alimentaire, malgré son importance, ne constitue qu'un des volets de cette coopération. Le développement industriel, la recherche scientifique et technique, l'environnement, la coopération culturelle, etc., sont autant d'autres domaines d'importance majeure.

Au niveau agricole, l'un des secteurs les plus sensibles paraît être celui des fruits et légumes car il représente pour plusieurs pays du Sud une forme d'intensification de l'agriculture à base de travail et un secteur d'exportation. Le marché européen qui constitue le débouché le plus important au niveau mondial pour ces produits connaît une concurrence de plus en plus vive liée à une mondialisation des échanges. Une augmentation considérable des importations de fruits et légumes sur le marché communautaire en provenance des pays de l'hémisphère Sud est constatée ces dernières années. La sauvegarde des parts de marché sera de plus en plus liée à la compétitivité des produits et à l'efficacité des réseaux de commercialisation.

Une concertation à l'échelon méditerranéen entre les principaux acteurs des filières concernées pourrait contribuer à une meilleure maîtrise des données de production et des marchés. Elle faciliterait la mise en place d'une coordination nécessaire et bénéfique entre les producteurs méditerranéens dans la perspective d'une meilleure complémentarité dans le temps et d'une répartition géographique efficiente des productions.

A l'exception de la Turquie, les PSEM se trouvant pour plusieurs années encore en situation d'importateurs nets pour de nombreux produits de base – tels que les céréales, les produits laitiers, les oléagineux, le sucre ou la viande –, des perspectives de complémentarité non négligeables s'ouvrent avec les zones nord-méditerranéennes et européennes.

Ce potentiel de complémentarités et d'échanges ne pourra se concrétiser que dans la mesure où il s'in-

sérera dans le cadre d'une coopération internationale à moyen et long termes où ce ne sont pas uniquement les produits alimentaires qui sont échangés, mais également les services, les technologies, les équipements, les produits intermédiaires, etc. Une autre condition nécessaire au développement des échanges demeure celle du financement du développement à moyen terme d'une capacité d'achat dans les pays où les revenus sont faibles.

Note

La Turquie se distingue au sein des PSEM à la fois par sa taille (elle produit 56% des céréales, 50% du sucre, 47% des huiles, 40% du lait, 33% des viandes et représente 47% des surfaces cultivées par cet ensemble de pays), par la balance excédentaire de ses échanges agricoles et l'important potentiel de développement agricole qu'elle représente.

Tableau 1: Disponibilités moyennes par personne et par jour

Pays	Calories		Protéines (en g/jour)	
	1961	1990	1961	1990
Maroc	2136	3052	57,20	81,90
Algérie	1736	2989	47,90	75,70
Tunisie	2078	3169	56,40	83,30
Lybie	1605	3353	37,90	80,30
Egypte	2262	3318	61,30	84,50
Jordanie	2188	2990	8,80	27,60
Israël	2837	3204	89,60	103,10
Liban	2407	3094	19,10	29,50
Syrie	2356	3107	64,90	81,40
Turquie	2681	3262	82,90	85,40
Chypre	2430		22,30	
Malte	2844	3148	88,40	90,00

Source: MEDAGRI 1993, d'après FAO Agrostat

**Tableau 2: Disponibilités annuelles de quelques produits
(kg/tête)**

Pays	Céréales		Légumes		Fruits		Viande		Lait		Huiles végé.	
	1961	1990	1961	1990	1961	1990	1961	1990	1961	1990	1961	1990
Maroc	184,8	250,6	24,9	76,2	35,3	71,0	13,8	13,8	28,7	36,2	5,2	11,7
Algérie	139,0	214,8	20,0	65,3	44,7	46,8	11,7	9,6	47,5	105,4	5,4	16,8
Tunisie	164,8	231,1	50,6	125,9	62,3	98,7	11,9	18,6	47,9	70,7	8,0	22,5
Lybie	120,3	197,0	36,6	159,9	54,2	115,9	10,7	35,3	38,2	108,5	5,7	21,1
Egypte	180,2	248,6	87,9	132,7	61,0	104,7	5,0	19,4	32,5	35,1	5,0	9,6
Jordanie		172,2		82,0		71,8		41,1		87,5		10,7
Israël	148,3	134,7	122,6	167,4	167,1	166,3	30,0	54,7	165,2	208,9	14,7	23,0
Liban		138,2		125,5		185,0		35,1		115,3		20,5
Syrie	171,8	211,7	63,9	96,1	147,5	117,7	10,5	15,4	88,9	92,9	8,2	14,5
Turquie	200,3	203,4	100,1	155,7	175,9	153,2	18,4	16,8	93,0	52,5	7,7	19,3
Chypre												
Malte	160,4	125,9	67,5	124,4	56,4	95,9	28,6	60,1	133,6	176,6	5,5	15,5

Source: MEDAGRI 1993, d'après FAO Agrostat

Tableau 3: Taux de croissance annuel des productions et des importations
(Période 1961-65 à 1986-89 en %)

Pays	Céréales		Viandes		Lait		Huiles		Sucre	
	Product.	Import.	Product.	Import.	Product.	Import.	Product.	Import.	Product.	Import.
Maroc	3,22	6,42	2,74	30,60	3,60	4,65	0,58	5,83	17,87	-1,12
Algérie	0,11	10,56	4,45	-0,31	4,18	14,84	9,11	10,23	10,23	5,89
Tunisie	-0,27	7,44	3,47	20,17	3,35	10,80	0,00	8,81	8,81	3,09
Lybie	3,39	10,06	8,22	13,10	4,96	13,67	1,73	11,39	11,39	7,45
Egypte	1,85	6,13	2,60	14,10	3,02	7,68	-7,75	9,12	9,12	9,49
Jordanie	0,67	4,17	4,08	4,16	4,10	-1,34	1,84	0,89	0,89	6,00
Israël	-4,96	1,87	5,10	17,79	2,34	3,97	13,11	17,86	17,86	2,78
Liban	-0,73	5,95	8,65	40,57	0,81	6,79	-2,68	7,08	7,08	3,09
Syrie	2,06	8,86	5,06	12,53	3,36	5,57	-1,83	9,03	9,03	5,97
Turquie	2,63	3,38	2,29	44,40	0,77	19,78	-1,40	8,66	8,66	5,70
Chypre	-0,84	8,68	6,63	3,85	4,91	3,97	1,46	5,27	5,27	1,51
Malte	2,28	2,04	5,05	5,30	0,72	4,18	-8,15	0,72	0,72	1,08
PSEM	2,20	6,70	3,30	9,60	2,10	9,70	1,10	7,80	5,10	5,40

Source: MEDAGRI, d'après FAO Agrostat

Tableau 4: Production et échanges de céréales

Pays	Moyenne 1961-65				Moyenne 1986-90			
	PROD	IMP	EXP	C.Autosuf.	PROD	IMP	EXP	C.Autosuf.
	en millions de tonnes			en %	en millions de tonnes			en %
Maroc	3,2	0,4	0,2	94	6,8	1,7	0,1	81
Algérie	1,8	0,5	0,1	85	1,8	5,4	0,0	25
Tunisie	0,9	0,3	0,1	82	1,9	1,5	0,0	56
Lybie	0,1	0,1	0,0	48	0,3	1,7	0,0	15
Egypte	6,1	2,0	0,3	78	10,3	8,7	0,1	54
Jordanie	0,2	0,7	0,0	24	0,3	1,8	0,0	12
Israël	0,1	0,3	0,0	21	0,1	0,5	0,0	12
Liban	0,3	0,2	0,0	57	0,1	1,0	0,0	10
Syrie	1,8	0,2	0,4	115	3,0	1,4	0,1	70
Turquie	15,0	0,6	0,1	97	28,6	1,7	1,0	98
Chypre	0,2	0,1	0,0	88	0,1	0,5	0,0	21
Malte	0,0	0,1	0,0	0	0,0	0,1	0,0	0
PSEM	29,6	5,3	1,2	88	53,2	26,0	1,2	68

Source: FAO, Annuaire de la production et du commerce;
Nos calculs pour les coefficients d'autosuffisance

Tableau 5: Production et échanges de viandes

Pays	Moyenne 1961-65				Moyenne 1986-90			
	PROD	IMP	EXP	C.Autosuf.	PROD	IMP	EXP	C.Autosuf.
	en milliers de tonnes			en %	en milliers de tonnes			en %
Maroc	157,1	0,0	0,1	100	334,0	5,2	0,0	98
Algérie	78,1	15,0	0,2	84	280,0	14,0	0,0	95
Tunisie	53,6	0,1	0,1	100	137,0	12,4	0,1	92
Lybie	18,7	0,4	0,0	98	136,0	9,1	0,0	94
Egypte	296,0	8,3	0,0	97	844,0	196,6	0,6	81
Jordanie	76,7	14,9	0,4	84	216,0	37,8	0,5	85
Israël	19,3	0,1	0,1	100	88,0	10,5	0,0	89
Liban	9,3	0,0	0,0	100	66,0	48,2	0,3	58
Syrie	60,2	0,3	0,1	100	192,0	5,2	0,0	97
Turquie	550,2	0,0	0,0	100	903,0	15,3	24,0	101
Chypre	11,8	2,6	0,0	82	59,0	6,0	0,5	91
Malte	3,7	1,8	0,0	68	14,0	7,3	0,2	67
PSEM	1334,6	43,4	0,9	97	3269,0	367,6	26,3	91

Source: FAO, Annuaire de la production et du commerce;
Nos calculs pour les coefficients d'autosuffisance

Tableau 6: Production et échanges de lait

Pays	Moyenne 1961-65				Moyenne 1986-90			
	PROD	IMP	EXP	C.Autosuf.	PROD	IMP	EXP	C.Autosuf.
	en milliers de tonnes			en %	en milliers de tonnes			en %
Maroc	386	32	0	92	1020	127	0	89
Algérie	348	53	0	87	965	1834	0	34
Tunisie	170	20	0	89	390	281	0	58
Lybie	44	5	0	90	160	237	0	40
Egypte	1160	35	0	97	2217	416	20	85
Jordanie	489	73	0	87	963	60	12	95
Israël	89	23	0	79	96	235	0	29
Liban	50	26	0	66	64	182	6	27
Syrie	519	19	0	96	1217	82	2	94
Turquie	4090	0	0	100	4603	80	21	99
Chypre	37	3	0	93	126	29	10	87
Malte	25	5	0	83	28	46	0	38
PSEM	7407	294	0	96	11849	3608	72	77

Source: FAO, Annuaire de la production et du commerce;
Nos calculs pour les coefficients d'autosuffisance

Tableau 7: Production et échanges de sucre

Pays	Moyenne 1961-65				Moyenne 1986-90			
	PROD	IMP	EXP	C.Autosuf.	PROD	IMP	EXP	C.Autosuf.
	en milliers de tonnes			en %	en milliers de tonnes			en %
Maroc	10	379	10	3	570	288	0	66
Algérie	1	20	0	3	15	822	0	2
Tunisie	5	88	0	5	25	187	7	12
Lybie	0	26	0	0	0	153	0	0
Egypte	357	71	39	92	989	656	4	60
Jordanie	34	73	0	32	0	306	0	0
Israël	5	50	0	10	1	98	0	1
Liban	0	53	0	0	0	113	0	0
Syrie	14	74	0	16	41	308	0	12
Turquie	554	0	138	133	1641	59	28	98
Chypre	0	15	0	0	0	21	0	0
Malte	0	14	0	0	0	19	0	0
PSEM	981	863	187	59	3281	3029	39	52

Source: FAO, Annuaire de la production et du commerce;
Nos calculs pour les coefficients d'autosuffisance

Tableau 8: Production et échanges d'huiles végétales

Pays	Moyenne 1961-65				Moyenne 1986-90			
	PROD	IMP	EXP	C.Autosuf.	PROD	IMP	EXP	C.Autosuf.
	en milliers de tonnes			en %	en milliers de tonnes			en %
Maroc	50,0	113,5	21,9	35,3	169,0	192,4	5,9	47,5
Algérie	55,0	93,7	2,6	37,6	58,0	295,9	0,1	16,4
Tunisie	116,0	53,8	76,9	124,9	121,0	184,4	50,1	47,4
Lybie	19,0	22,0	0,0	46,3	21,0	72,5	0,0	22,5
Egypte	133,0	175,2	0,0	43,2	157,0	556,2	0,0	22,0
Jordanie	96,0	14,6	13,2	98,6	33,0	22,6	1,1	60,6
Israël	24,0	4,0	1,0	88,6	13,0	48,7	0,0	21,1
Liban	6,0	9,7	0,9	40,3	10,0	41,3	1,7	20,2
Syrie	84,0	6,7	2,6	95,3	138,0	25,5	0,0	84,4
Turquie	549,0	38,7	14,9	95,8	828,0	418,5	93,3	71,8
Chypre	2,0	9,1	0,1	18,1	3,0	27,1	13,4	18,0
Malte	2,0	3,9	0,3	35,8	0,0	5,0	0,0	0,0
PSEM	1136,0	544,9	134,3	73,5	1551,0	1889,9	165,6	47,4

Source: FAO, Annuaire de la production et du commerce;
Nos calculs pour les coefficients d'autosuffisance

